



MAURICE WELLHOFF

Comité de Défense de l'Environnement
Jouques-Peyrolles

Vous représentez au sein de la CLI une association de protection de l'environnement bien implantée sur le territoire proche de Cadarache. Quelle perception les habitants ont-ils, selon vous, du site nucléaire ?

Maurice Wellhoff : Effectivement, notre association, créée en 1970, participe à la CLI depuis sa mise en place en 1993. Ici, beaucoup de gens travaillent à Cadarache ou pour des entreprises sous-traitantes. Mais depuis Tchernobyl et Fukushima, je pense qu'ils ont pris conscience qu'un accident grave était possible. Certes, Cadarache n'est pas une centrale nucléaire. Cependant, le CEA Cadarache disait n'être qu'un centre de recherche alors qu'il y a longtemps eu ici, à l'ATPu (Atelier de Technologie du Plutonium) d'AREVA, une activité industrielle de production de MOX, combustible nucléaire à base de dioxyde de plutonium, substance très radioactive à vie longue. Cette activité a finalement été transférée à Marcoule, mais il y existe d'autres installations qui présentent un réel risque.

Le nombre d'installations nucléaires implantées à Cadarache vous inquiète-t-il ?

Maurice Wellhoff : Compte tenu de la superficie du Centre, de nouvelles installations nucléaires ont pu y être assez facilement implantées depuis 1962. Cela aurait été beaucoup plus difficile de les construire sur de nouveaux sites où il aurait fallu convaincre la population environnante. On le voit actuellement à Bure, par exemple,

avec le projet Cigéo de stockage en profondeur des déchets hautement radioactifs, qui se heurte à une forte opposition locale. À Cadarache, les installations nucléaires sont à la fois nombreuses – vingt-et-une aujourd'hui – et très différentes, chacune présentant un risque particulier qui lui est propre. Certaines installations anciennes, par exemple, ne sont pas aux normes actuelles de résistance aux séismes et doivent faire l'objet d'importants travaux de renforcement, qui ont été demandés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire à la suite de Fukushima. Ces travaux sont très onéreux, alors que les exploitants nucléaires – AREVA, EDF et CEA – ont tous aujourd'hui des difficultés financières très importantes. Auront-ils les moyens de réaliser ces travaux dans les délais prescrits ? On peut légitimement être inquiet quand on voit les retards qui s'accumulent sur tous les grands chantiers du nucléaire, avec une dérive des coûts parfois considérable.

Pensez-vous aussi à ITER ?

Maurice Wellhoff : ITER est assez emblématique de ce point de vue là, puisque le budget d'annonce a déjà été multiplié par trois, sans qu'on sache vraiment aujourd'hui quel sera le coût définitif, ni la durée de ce chantier international. Pourquoi ITER n'a-t-il pas été reconnu comme un « *Grand Chantier* » par le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire, alors qu'il s'agit incontestablement de l'un des plus grands chantiers actuels en France ? N'est-ce pas une question légitime ? Mais, comme me l'a révélé lui-même M. Bernard Bigot, le directeur général d'ITER Organisation, le 29 septembre 2016 après la réunion publique organisée par la CLI à Manosque, cela aurait obligé l'organisation internationale à financer les équipements et aménagements publics

– routes, écoles, logements, équipements sportifs etc. – rendus nécessaires par l’afflux des milliers de travailleurs. Une charge qui repose finalement sur les collectivités locales et l’Etat. Au moins, nous demandons que des transports en commun, peu polluants, soient organisés, pour éviter les embouteillages quotidiens sur les routes autour de Cadarache, avec les émissions de gaz à effet de serre et la pollution de l’air que cela provoque ! Quant à l’école internationale de Manosque, on peut s’interroger sur la pertinence d’un tel investissement quand on sait qu’une grande partie des cadres d’ITER habitent à Aix-en-Provence et que l’effectif de plusieurs sections reste extrêmement réduit. Par mon expérience professionnelle et associative, à Peyrolles, j’ai constaté que pour produire et économiser de l’énergie et lutter efficacement contre le changement climatique, plutôt que d’investir sans limite dans le projet ITER, avec une éventuelle application industrielle à la fin du siècle, il existe déjà des solutions techniques décentralisées, efficaces, moins coûteuses et avec des résultats bien plus rapides pour satisfaire les besoins énergétiques mondiaux. En revanche, au Centre CEA, il serait vraiment utile d’investir dans le démantèlement des nombreuses installations en fin de vie à Cadarache. La recherche et le savoir-faire associé pourraient être valorisés, notamment à l’exportation.

Vos interventions à la CLI portent souvent sur la gestion de crise en cas d’accident majeur.

Maurice Wellhoff : Nous ne souhaitons bien sûr pas un accident, je suis au contraire en position d’essayer de chercher des améliorations à la sécurité et à la sûreté en étant le plus vigilant possible. J’ai visité Cadarache, dans le cadre de l’exercice de crise nucléaire et sismique de 2012. J’ai

eu la surprise de constater que le centre de secours du CEA n’était pas capable de résister à un séisme ! Je suis intervenu à plusieurs reprises à ce sujet et j’ai peut-être ainsi contribué à la décision de construire une nouvelle caserne.

Est-ce le seul sujet qui vous préoccupe ?

Maurice Wellhoff : Il y a un autre risque qui me paraît vraiment important, c’est celui lié à l’erreur humaine. Le Centre du CEA fait de plus en plus appel à la sous-traitance, et cela inquiète en particulier les représentants des syndicats membres de la CLI. Avec les départs à la retraite, cela peut en effet conduire progressivement à une perte des connaissances et des savoir-faire qui pourraient être préjudiciables à la sûreté des installations. Les considérations strictement économiques conduisent également à mettre sur les salariés une pression qui représente aussi un risque particulier. On se souvient de la vague de suicides à France Télécom, il y a quelques années. Car si des personnes responsables d’installations nucléaires craquaient, les conséquences pourraient être bien plus graves. C’est pourquoi le Comité d’Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail a un rôle essentiel. Aujourd’hui il y a aussi bien sûr le risque terroriste. « *Le survol à basse altitude de Cadarache est interdit* », nous dit-on. On se souvient pourtant du crash de l’A320 allemand, le 24 mars 2015, dans les Alpes-de-Haute-Provence. Que se passerait-il en cas de chute d’un avion gros porteur sur Cadarache ? Bien sûr, personne ne peut souhaiter un accident majeur, et la CLI à un rôle d’alerte à jouer.

Avez-vous identifié d’autres points de vigilance ?

Maurice Wellhoff : Plusieurs événements, survenus ces dernières années, nous incitent à être vigilants : la détection, depuis

1980, d’un marquage radioactif de la nappe phréatique sous l’INB 56, parc d’entreposage en sous-sol, non mémorisé, de déchets radioactifs, stockés dans de simples fûts métalliques, durant les années 70 ; la déclaration tardive à l’Autorité de Sûreté Nucléaire, en 2009, d’une quarantaine de kg de plutonium, non enregistrés, dans l’installation ATPu d’AREVA ; ou encore la détection en 2012, d’un marquage au plutonium dans le ravin de la Bête, en aval du Centre. C’est comme cela que je conçois mon rôle de représentant d’une association citoyenne à la CLI. Et je constate qu’au sein de la CLI, depuis Fukushima, il y a beaucoup plus de dialogue constructif entre les différentes catégories de membres : élus, associations, syndicats, experts etc. Comme le demande l’ANCCLI* nous souhaitons qu’une partie de la taxe sur les Installations Nucléaires de Base permette de financer durablement l’activité des CLI ⁽¹⁾.

L’information de la population sur le risque nucléaire est-elle selon vous satisfaisante ?

Maurice Wellhoff : Pour ce qui concerne l’information apportée par le CLIC info et le site internet, la situation s’est bien améliorée. Aujourd’hui, les articles sont beaucoup plus précis et détaillés, notamment pour les comptes-rendus de nos réunions. Ils reflètent bien les différentes positions des membres de la CLI. Ce n’était guère le cas, il y a quelques années, quand il fallait se bagarrer pour pouvoir y exprimer nos positions. Mais combien de personnes lisent le CLIC info ? Nous proposons que d’autres modes d’information soient aussi mis en place. Je pense notamment à la vidéo qui est de plus en plus utilisée sur Internet, surtout par des jeunes. Avec de courtes vidéos les membres de la CLI, les représentants de l’ASN, du CEA, d’ITER, ainsi que des riverains de Cadarache pourront s’exprimer, poser des questions.

*Association Nationale des Comités et Commissions Locales d’Information www.anccli.fr.

(1) « L’article 22 de la loi Transparence et Sécurité Nucléaire prévoit la possibilité pour les CLI de recevoir une partie du produit de la taxe sur les Installations Nucléaires de Base, instituée par l’article 43 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999), mais cette possibilité n’est pas mise en oeuvre actuellement. » Cf : *Cour des comptes : Les coûts de la filière électronucléaire - janvier 2012 page 79.*